

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA CNCD-ORAN

Un meeting pour le 17 mars et d'autres actions au niveau des daïras

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie Oran (CNCD-Oran) a tenu hier une conférence de presse au niveau du siège de la LADH pour dresser son bilan de la tentative de marche, qui était prévue ce samedi 5 mars, et informer l'opinion sur les mesures décidées par ses membres entrant dans le cadre de ses actions déterminées et pacifiques.

Une fois de plus, la CNCD-Oran a dénoncé l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes samedi dernier à la place du 1^{er}-Novembre, et ce, dans le but d'empêcher la marche pacifique programmée.

Ces arrestations, dira Messaoud Babadji, l'un des animateurs de cette conférence de presse, «avaient commencé tôt le matin et touché aussi des personnes qui étaient attablées dans des cafés. Ces interpellations abusives et hors la loi avaient pour but de vider la place du 1^{er}-Novembre de tous les civils sans aucune distinctions, qu'ils soient affiliés ou non à la CNCD Oran. Cela est une violation aux libertés et constitue une nouvelle forme de répression».

Revenant sur le procédé utilisé pour empêcher la marche, l'intervenant s'interroge : «Si cette marche a mobilisé autant

de policiers, les obligeant à monter des scénarios d'arrestations, de telles dépenses en efforts veulent dire alors que notre démarche fait peur ?» Et d'ajouter : «S'ils considèrent que nous sommes une minorité pourquoi mobiliser autant de moyens ?»

Prenant la parole, Kaddour Chouicha dira : «Ils utilisent le même système répressif qu'en Tunisie, puisque ce samedi ils ont eu recours à des policiers en civil. Ils ne veulent pas comprendre qu'en Tunisie, ce type de méthodes ont été dénoncées et rejetées par tout le peuple. D'autant que cela va à l'encontre des aspirations des Algériens (nes).

Ces méthodes ne parviendront pas à masquer le caractère répressif du pouvoir et démontrent clairement que la levée de l'état d'urgence n'est qu'une ruse supplémentaire des-

tinée à la consommation internationale.»

Pour sa part, la troisième intervenante, Nabila, étudiante, se dit outrée par les arrestations arbitraires en l'absence du délit incriminant tous ceux qui ont été embarqués par la police, y compris de simples citoyens de passage.

Cette conférence de presse a été l'occasion pour les représentants de la CNCD-Oran de lancer un appel aux médias lourds algériens, à l'exemple de la Chaîne III, «afin de donner également la parole à la CNCD-Oran et ne pas se contenter de parler d'elle sans lui donner l'occasion d'exprimer son opinion et de défendre ses idées et ses motivations.

Ces médias, qui ont été utilisés par le pouvoir afin de décrédibiliser notre action de ce samedi, sont financés par les contribuables.

Par conséquent, ils appartiennent au peuple et devraient être à son service et donner la parole à tous».

Concernant les perspectives de la Coordination d'Oran, l'on

saura qu'un meeting est programmé à Oran pour le 17 mars. «D'autres meetings seront programmés à travers d'autres daïras.

Nous ne comptons pas nous limiter au centre-ville d'Oran. Nous irons à la rencontre de tous les citoyens où qu'ils soient, afin avant tout de faire connaître la CNCD Oran, leur donner la parole et enfin combattre pacifiquement cette campagne de propagande menée contre la coordination et ses membres.»

Revenant sur «le feuilleton» de dépôt des demandes d'autorisation, cette fois, la CNCD-Oran compte s'y prendre plusieurs jours avant la date limite : «Nous allons déposer la demande d'une salle pour la tenue de notre meeting forum ce 8 mars ; en somme neuf jours au lieu des trois exigés par la réglementation.»

Les animateurs de la conférence de presse ont tenu à préciser que la marche demeure dans leurs perspectives, la date sera connue dans les prochains jours.

Amel B.

L'UNPEF SE SOUVIENT

Il y a une année, Benbouzid menaçait de remplacer les enseignants grévistes

Près de quarante travailleurs du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle ont tenu hier, devant le cabinet du wali de Constantine, un sit-in de protestation pour marquer la date d'un 7 mars 2010 où le ministère de l'Education nationale «a sommé les enseignants en grève de reprendre leur poste, faute de se voir remplacer par d'autres».

Par cette action de protestation organisée par le bureau local de l'UNPEF (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation), les travailleurs du secteur de l'éducation et de la formation lancent un appel au «premier responsable

du pays afin qu'il prenne en considération leurs revendications socioprofessionnelles», a indiqué M. Bouchlouche, chargé des relations publiques, au bureau local de l'UNPEF

Une plate-forme de revendications a été remise par les

représentants du bureau local de l'UNPEF au wali de Constantine, où figure en premier lieu la demande afférente à «la révision de la grille des salaires et notamment l'annulation de l'impôt sur le revenu global (IRG)».

Aussi ont-ils réclamé «l'association des syndicats autonomes du secteur, en leur qualité de partenaires sociaux légitimes, dans la prise de décisions les concernant» et notamment, ajoute le président du bureau local du syndicat, «dans l'élabo-

ration du code de travail et des retraites». S'agissant de la loi 08/135 portant code des travailleurs du secteur de l'éducation nationale, jugé décevant, l'UNPEF, réclame, lit-on dans la plate-forme de revendications, «la nécessaire révision des dispositions inhérentes au calcul du point indiciaire, la valorisation du DEUA et l'indexation de la prime de zone géographique sur le nouveau salaire principal».

Farid Benzaïd

ÉDUCATION NATIONALE

L'UNPEF interpelle le président

A l'issue d'une conférence de presse, organisée hier à Alger, l'UNPEF a rendu publique une plate-forme de revendications adressée au président de la République.

L'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation professionnelle (UNPEF) appelle le premier magistrat du

pays à intervenir pour mettre de l'ordre dans le secteur de l'éducation. Dans cette plate-forme de revendications, l'UNPEF exige en premier lieu la consécration de la liberté syndicale, l'ouverture du dialogue ainsi que la reconnaissance des syndicats autonomes actifs sur le terrain.

L'UNPEF revendique également la révi-

sion de la grille des salaires des enseignants, la suppression de l'impôt sur le revenu global (IRG) appliqué sur leur salaire, la transparence dans les concours du secteur de l'éducation, le droit à la promotion et au logement ainsi que le retrait du dossier de la gestion des œuvres sociales à l'UGTA.

Pour rappel, cette plate-forme de revendications a été élaborée à l'issue d'une session ordinaire du conseil national de l'UNPEF, le 24 février dernier.

M. M.

MASCARA

Rassemblement devant le siège de la wilaya

Ils étaient plus de deux cents enseignants à s'être rassemblés hier matin devant le siège de la wilaya. Ils sont venus de divers localités de la wilaya de Mascara pour faire entendre leurs revendications tant à caractère national que local. Pour le second volet, leurs aspirations ont porté sur 14 points. Des suspensions jugées abusives, à l'enquête sur l'occupation des logements de fonction dans le secteur du primaire en passant par la levée des sanctions qui ont frappé un représentant syndical de l'Unpef du CEM de la zone huit.

Le responsable local de l'Unpef se dit, lui, satisfait de la mobilisation des enseignants qui ont répondu à l'appel de leur syndicat.

M. Meddeber

OPINION

Non au lynchage

Quoi qu'on pense de Saïd Sadi, de ses opinions politiques, de son itinéraire personnel, de ses amitiés, de ses goûts et penchants philosophiques, idéologiques ou religieux ;

Quoiqu'on pense de la CNCD, des marches ou manifestations sur la voie publique en Algérie ;

De quelque bord politique qu'on soit, de quelque région d'Algérie d'où l'on vienne ;

On ne peut, on ne doit pas se taire sur le lynchage raciste dont Saïd Sadi est victime chaque samedi, dans la capitale : «Sale Kabyle», «Sale juif», «Français» «Kafir», «Retourne dans ton douar», «Houma dialna» «A mort Saïd Sadi» «Rentrez chez vous au bled sales Kabyles», voilà les slogans honteux sortis de bouches de jeunes Algériens manipulés ou dangereusement inconscients.

Ceux qui tolèrent, suscitent ou préfèrent de tels propos sèment la haine. Et c'est le pays entier, toutes ses régions et sensibilités confondues qui en récolteront les méfaits demain.

Nous pourrions vivre des épisodes bien pires encore que ceux que nous avons vécus lors de la décennie noire. La culture de la haine ethnique, aujourd'hui le Kabyle, demain le Chaouia, le Mozabite ou le Tlemcénien, conduira à des déchaînements de violence insoupçonnés, que seuls des apprenti-sorciers criminels assoiffés de pouvoir et dépourvus de tout sens patriotique sont capables de concevoir.

Veut-on remplacer le danger islamiste par la haine du Kabyle ? Prépare-t-on le terrain à des guerres fratricides entre Algériens ? Ne faut-il pas s'interroger sur la persistance du terrorisme chez les Kabyles et les Touaregs, ainsi que des prétendus conflits religieux dans le Mزاب ? Ceci n'obéit-il pas aux visées géostratégiques de ceux qui convoitent le pétrole et le soleil du Sahara. Et qui aimeraient bien s'appuyer sur un pouvoir algérien «stable» qui s'occuperait de l'éradication des Touaregs, des Kabyles ainsi que des Chaouias, des Mozabites, etc. ?

Chaque pouce de ce territoire est la propriété de tous les Algériens, chaque quartier de la capitale est la propriété de tous les Algériens. Car sans le sang de chacune de ses composantes ethniques (et celui des Kabyles entre autres), l'Algérie n'aurait ni de boulevards, ni de rues aux noms de Abane, Krim, Didouche, Amirouche, Haouès, Ben M'hidi, Ben Boulaïd ou Colonel Lotfi.

Entretenir les haines, celles du Kabyle, du démocrate, de l'islamiste, du laïque, du bourgeois, nous conduira à la balkanisation, à la tchétchénisation de toute l'Afrique du Nord.

De grâce, évitez-nous le pire. Sachons raison garder et acceptons-nous, dans nos différences et nos richesses respectives, dans une Algérie plurielle et tolérante qui permette enfin à notre jeunesse de regarder vers un avenir de fraternité, vers la justice sociale, la fin de la hogra et de la régression sociale et culturelle.

Oudassou Bida
Tamanrasset,
le 6 mars 2011

CONDOLÉANCES

Boubakeur Hamidechi, Mustapha Yalaoui, Salim Khaznadar, Hamid Ali Bouacida, très touchés par le décès de la mère de leur ami

FARID BENACHOUR

lui présentent leurs sincères condoléances et l'assurent de tout leur soutien en cette pénible circonstance.